



PRÉFET DES HAUTES-ALPES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Commune de Freissinières

dossier n° DP

Envoyé en préfecture le 16/03/2021

Reçu en préfecture le 16/03/2021

Affiché le

16 MAR. 2021

ID : 005-210500583-20210316-DP00505821H0001-AI

date de dépôt : 03 février

demandeur : Monsieur CORAND Hervé

pour : la modification des ouvertures façades sud et est, modifications des façades sud, est et ouest, création d'un garde-corps façade sud et pose de panneaux solaires.

adresse terrain : 91 rue Centrale lieu-dit Les Ribes, à Freissinières (05310)

ARRÊTÉ
de non-opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune de Freissinières

Le maire de Freissinières,

VU la déclaration préalable présentée le 03 février 2021 par Monsieur CORAND Hervé demeurant 91 rue Centrale lieu-dit Les Ribes, Freissinières (05310);

Vu l'objet de la déclaration :

- pour la modification des ouvertures façades sud et est, modifications des façades sud, est et ouest, création d'un garde-corps façade sud et la pose de panneaux solaires ;
- sur un terrain situé 91 rue Centrale lieu-dit Les Ribes, à Freissinières (05310) ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code du patrimoine ;

Vu les pièces fournies en date du 04 mars 2021 : cerfa rectifié, déclaration des surfaces taxables rectifiée;

VU plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Freissinières approuvé le 04/04/2011, modifié le 04/07/2013 (modification n°1) et révisé le 04/07/2013 (révisions simplifiées n°1, 2 et 3) et mis en révision le 28/12/2015

VU le Plan de Prévention des Risques Naturels de la commune de Freissinières approuvé en date du 23/10/2015 ;

VU l'avis de l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine - Architecte des Bâtiments de France en date du 03/03/2021 ;

ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

Le

16 MAR. 2021

Le maire,




Cyrille DRUJON D'ASTROS

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues au code général des collectivités territoriales.

Envoyé en préfecture le 16/03/2021

Reçu en préfecture le 16/03/2021

Affiché le

16 MAR. 2021

ID : 005-210500583-20210316-DP00505821H0001-A1

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.